

F. 98 — 2940 (98 — 2031)

[98/29404]

20 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant le fonctionnement du jury de la Communauté française chargée de conférer les grades d'accoucheuse, d'infirmier(e) gradué(e) et d'infirmier(e) gradué(e) spécialisé(e), de gradué(e) en kinésithérapie, de gradué(e) en ergothérapie et de gradué(e) en logopédie ainsi que les conditions d'inscription et les conditions d'admission. — Erratum

Il y a lieu de compléter l'arrêté précité paru au *Moniteur belge* n° 153 du 12 août 1998. En effet, il convient de lire à la page 25823 :

Article 1^{er}. ...

« Article 7. Le jury délibère par section ou, selon le cas par sous-section, année d'études par année d'études, à huis clos, sur le résultat des examens et sur toute question soulevée par le président ou par cinq membres au moins.

La présence de la majorité des membres de la section ou, selon le cas, de la sous-section, année d'études par années d'études, est requise pour délibérer. Si le quorum requis n'est pas atteint à la première réunion de la section ou, selon le cas, de la sous-section du jury, année d'études par année d'études, celle-ci délibère valablement à la seconde réunion lorsqu'au moins 25 % de ses membres sont présents. Toutefois, le nombre minimal de membres présents ne pourra en aucun cas être inférieur à cinq.

Les décisions sont prises à la majorité de voix de membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. »

VERTALING

N. 98 — 2940 (98 — 2031)

[98/29404]

20 APRIL 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap belast met het toekennen van de graden van vroedvrouw, gegradueerd verpleger(ster) en gespecialiseerd gegradueerd verpleger(ster), gegradueerde in de kinesithérapie, gegradueerde in de arbeidstherapie en gegradueerde in de logopedie alsook van de inschrijvings- en toelatingsvoorwaarden. — Erratum

Het voornoemd besluit verschenen in het *Belgisch Staatsblad* nr. 153 van 12 augustus 1998 dient te worden aangevuld. Op pagina 25823 dient te worden gelezen :

Artikel 1. ...

« Artikel 7. De examencommissie beraadslaagt, met gesloten deuren, per afdeling of desgevallend per onderafdeling, voor elk studiejaar, over de uitslag van de examens en over elk probleem dat opgeworpen wordt door de voorzitter of door ten minste vijf leden.

Om geldig te kunnen beslissen, dient voor de examencommissie de meerderheid van de leden van de afdeling, of desgevallend van de onderafdeling, voor elk studiejaar, aanwezig te zijn. Indien het vereiste quorum op de eerste vergadering van de afdeling, of naargelang van het geval, van de onderafdeling van de examencommissie, voor elk studiejaar, niet wordt bereikt, beraadslaagt deze examencommissie geldig op de tweede vergadering wanneer ten minste 25 % van haar leden aanwezig zijn. Het minimumaantal aanwezige leden mag echter in geen geval lager zijn dan vijf.

De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend. »

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 2941

[C - 98/27610]

15 OCTOBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées, notamment les articles 3, 4, 8, 9, 11 et 14;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 21 avril 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 décembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 1996;

Vu la délibération du Gouvernement du 23 juillet 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 septembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Des dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le décret : le décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées;

- 2° l'entreprise d'insertion : l'entreprise d'insertion visée à l'article premier du décret;
- 3° le Ministre : le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions;
- 4° l'Administration : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
- 5° la Commission : la Commission d'agrément visée à l'article 3 du décret.

CHAPITRE II. — *De la procédure d'octroi, de renouvellement, de suspension ou de retrait d'agrément*

Art. 2. § 1^{er} - Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande d'agrément visée à l'article 5 du décret, l'Administration adresse à l'entreprise soit un accusé de réception mentionnant que le dossier de demande est complet, soit un avis l'invitant à compléter le dossier compte tenu des dispositions de l'article 5 du décret.

Dans ce dernier cas, dès que l'Administration constate que le dossier a été complété, elle en avise l'entreprise d'insertion.

§ 2. Dès qu'elle dispose d'un dossier complet, l'Administration le transmet à la Commission d'agrément.

§ 3. La Commission peut entendre les représentants de toute entreprise qui demande l'agrément, soit d'initiative, soit à la demande de ceux-ci.

Si les représentants de l'entreprise sont entendus à l'initiative de la Commission, une convocation leur est envoyée par lettre recommandée. Cette lettre mentionne les points sur lesquels ils seront entendus.

Art. 3. La demande de renouvellement de l'agrément est introduite auprès de l'Administration, accompagnée du dossier visé à l'article 5 du décret, au plus tôt huit mois et au plus tard quatre mois avant l'expiration de l'agrément en cours.

Cette demande est instruite conformément à l'article 2.

Art. 4. Avant de retirer ou de suspendre l'agrément d'une entreprise d'insertion, le Ministre demande l'avis de la Commission. Celle-ci lui remet son avis après avoir entendu le(s) représentant(s) de cette entreprise.

Le Ministre ne peut suspendre l'agrément pour une durée qui excède trois mois. Passé ce délai, l'agrément est retiré si l'entreprise d'insertion n'a pas satisfait aux conditions visées à l'article 2 du décret.

Art. 5. Tout recours auprès du Gouvernement doit être adressé au Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions. La notification de la décision doit être faite à l'entreprise dans le mois qui suit la décision du Gouvernement.

CHAPITRE III. — *De la Commission*

Section 1^{re}. — Composition

Art. 6. § 1^{er} - La Commission se compose :

- 1° d'un Président représentant le Ministre;
- 2° de trois membres et de trois suppléants représentant les organisations représentatives des travailleurs;
- 3° de trois membres et de trois suppléants représentant les organisations représentatives des employeurs;
- 4° d'un membre et d'un suppléant représentant l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi;
- 5° d'un membre et d'un suppléant représentant l'Union des Villes, des Communes et des Provinces de la Région wallonne, section C.P.A.S.;
- 6° d'un membre et d'un suppléant représentant l'Administration;
- 7° d'un membre et d'un suppléant représentant la cellule « Fonds social européen » du Ministère de la Communauté française;
- 8° d'un membre et d'un suppléant représentant le Conseil économique et social de la Région wallonne;
- 9° d'un membre et d'un suppléant représentant le Ministre de l'Economie, d'un membre et d'un suppléant représentant le Ministre de l'Aménagement du Territoire, d'un membre et d'un suppléant représentant le Ministre de l'Emploi et d'un membre et d'un suppléant représentant le Ministre de l'Action sociale;
- 10° d'un membre et d'un suppléant représentant le Ministre de la Communauté germanophone qui a l'Action sociale dans ses attributions;
- 11° d'un membre et d'un suppléant représentant l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;
- 12° d'un membre et d'un suppléant représentant la « Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung »;
- 13° de deux membres et de deux suppléants représentant les entreprises d'insertion.

§ 2. Le mandat des membres a une durée de quatre ans. Il est renouvelable et se poursuit jusqu'à son renouvellement.

Il prend fin :

- 1° en cas de démission;
- 2° lorsque le mandant qui a proposé un membre demande son remplacement;
- 3° lorsqu'un membre perd la qualité qui justifiait son mandat.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant la date normale d'expiration est remplacé par son suppléant qui achève le mandat. Dans ce cas, un nouveau suppléant est désigné.

§ 3. Seuls les membres visés au § 1^{er}, 1° à 3°, 5°, 9° et 13° ont voix délibérative.

Les membres visés au § 1^{er}, 13°, n'ont pas voix délibérative lors des avis rendus sur l'octroi, le renouvellement, la suspension ou le retrait d'agrément.

L'absence aux réunions de la Commission des membres et de leurs suppléants n'ayant pas voix délibérative ne peut avoir de répercussion sur le fonctionnement de la Commission ni sur la validité des actes qu'elle pose.

Art. 7. Le Ministre nomme le Président de la Commission. Il nomme les autres membres de la Commission sur proposition de leurs mandants.

Art. 8. Le Ministre désigne le secrétaire de la Commission et son suppléant parmi le personnel de l'Administration.

Section 2. — Fonctionnement

Art. 9. § 1^{er}. Dans un délai de deux mois à dater de l'envoi du dossier par l'Administration, la Commission rend au Ministre un avis motivé sur toute demande d'agrément et sur les difficultés ou les circonstances économiques exceptionnellement défavorables susceptibles d'être prises en compte pour que l'entreprise d'insertion concernée puisse être considérée par le Ministre comme ayant maintenu son effectif.

L'écoulement de ce délai est suspendu du 1^{er} juillet au 31 août de chaque année.

L'avis de la Commission est motivé notamment par référence aux critères suivants :

1° les moyens mis en œuvre par l'entreprise d'insertion pour la réalisation de ses activités de production et la poursuite de sa finalité sociale;

2° les connaissances et l'expérience du chef d'entreprise;

3° les conditions spécifiques fixées par l'article 2 du décret du 16 juillet 1998 précité.

§ 2. A défaut d'avis rendu dans le délai visé au § 1^{er}, il n'est plus requis.

Art. 10. La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre.

CHAPITRE IV. — Du maintien de l'effectif

Art. 11. § 1^{er}. - Pour l'application de l'article 11, § 4 du décret, l'effectif du personnel correspond au nombre de travailleurs déclarés à l'Office national de Sécurité sociale, tel qu'il résulte des cadres statistiques et des relevés nominatifs du trimestre qui précède l'agrément, ci-après dénommé le trimestre de référence.

L'effectif du trimestre de référence n'inclut ni les apprentis, ni les stagiaires visés à l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

§ 2. Pendant la durée de l'agrément, il est considéré qu'il y a maintien de l'effectif du personnel si celui-ci est au moins égal à celui du trimestre de référence.

Toutefois, l'entreprise d'insertion est considérée comme ayant maintenu son effectif lorsqu'elle procède, dans les trois mois de son départ, au remplacement de tout travailleur admis à la retraite, de tout travailleur ayant quitté volontairement l'entreprise, de tout travailleur se trouvant en incapacité permanente de travail l'empêchant définitivement de reprendre le travail convenu ou de tout travailleur ayant été licencié pour motif grave.

§ 3. Par dérogation au § 2, alinéa 1^{er}, le Ministre peut, sur avis motivé de la Commission, autoriser une entreprise d'insertion à diminuer de manière temporaire l'effectif de son personnel lorsqu'elle est en difficulté ou qu'elle connaît des circonstances économiques exceptionnellement défavorables.

§ 4. Sans préjudice du § 2, alinéa 2, l'engagement d'un travailleur donnant lieu à l'octroi de la prime ne peut ni avoir pour effet d'entraîner le licenciement, ni résulter du licenciement d'un travailleur occupant une fonction équivalente, que ce travailleur ne donne pas, ne donne plus que partiellement ou ne donne plus lieu à l'octroi de la prime.

§ 5. L'entreprise d'insertion est tenue de communiquer à l'Administration les cadres statistiques et les relevés nominatifs afférents au trimestre de référence et aux trimestres suivants dans un délai de trois mois à dater de la fin du trimestre concerné.

La vérification de l'effectif de l'entreprise d'insertion est assurée par l'Administration.

CHAPITRE V. — Des modalités de liquidation de la subvention et de la prime

Art. 12. La subvention annuelle visée à l'article 10 et la prime annuelle visée à l'article 11 du décret sont liquidées par tranches trimestrielles, sur la base des cadres statistiques et des relevés nominatifs afférents aux trimestres concernés communiqués par l'entreprise d'insertion à l'Administration.

Toutefois, une avance peut être accordée, chaque trimestre, à l'entreprise d'insertion demanderesse.

L'avance relative au premier trimestre est calculée en fonction du nombre de demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer qu'il est prévu d'occuper au cours de ce trimestre.

Les avances relatives à chacun des trimestres suivants sont calculées en fonction du nombre de demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer qu'il est prévu d'occuper au cours du trimestre concerné et en fonction du nombre de demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer effectivement occupés au cours du trimestre précédant.

Les sommes sont versées au compte du demandeur.

CHAPITRE VI. — Des dispositions finales

Art. 13. Le décret du 16 juillet 1998 et le présent arrêté entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 2941

[C — 98/27610]

15. OKTOBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe, insbesondere der Artikel 3, 4, 8, 9, 11 und 14;

Aufgrund des am 21. April 1997 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 3. Dezember 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 5. Dezember 1996 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Beratung der Regierung vom 23. Juli 1998 über den Antrag auf Begutachtung innerhalb einer Frist von einem Monat;

Aufgrund des am 28. September 1998 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° das Dekret: das Dekret vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

2° der Eingliederungsbetrieb: der in Artikel 1 des Dekrets angeführte Eingliederungsbetrieb;

3° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

4° die Verwaltung: die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

5° der Ausschuß: der in Artikel 3 des Dekrets angeführte Zulassungsausschuß.

KAPITEL II. — *Verfahren für die Gewährung, die Erneuerung, die Aufhebung oder den Entzug der Zulassung*

Art. 2 - § 1 - Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des in Artikel 5 des Dekrets angeführten Zulassungsantrags übermittelt die Verwaltung dem Betrieb entweder eine Empfangsbestätigung mit der Mitteilung, daß die Akte vollständig ist, oder eine Aufforderung, die Akte unter Berücksichtigung der Bestimmungen von Artikel 5 des Dekrets zu vervollständigen.

In dem letztgenannten Fall informiert die Verwaltung den Eingliederungsbetrieb, sobald sie festgestellt hat, daß die Akte vervollständigt wurde.

§ 2 - Sobald sie über eine vollständige Akte verfügt, übermittelt die Verwaltung diese an den Zulassungsausschuß.

§ 3 - Der Ausschuß kann die Vertreter eines jeden Betriebs, der seine Zulassung beantragt, anhören, sei es aus Eigeninitiative oder auf Anfrage des betreffenden Betriebs.

Wenn die Vertreter eines Betriebs auf Initiative des Ausschusses angehört werden, wird ihnen eine per Einschreibebrief übermittelte Vorladung zugestellt. In diesem Schreiben wird angeführt, zu welchen Punkten sie angehört werden.

Art. 3 - Der Antrag auf Erneuerung der Zulassung wird gemeinsam mit der in Artikel 5 des Dekrets angeführten Akte bei der Verwaltung eingereicht, und zwar frühestens acht Monate und spätestens vier Monate vor Ablauf der gültigen Zulassung.

Dieser Antrag wird gemäß Artikel 2 bearbeitet.

Art. 4 - Bevor er die Zulassung eines Eingliederungsbetriebs entzieht oder aufhebt, holt der Minister das Gutachten des Ausschusses ein. Dieser Ausschuß übermittelt ihm dieses Gutachten nach Anhörung des(der) Vertreter(s) dieses Betriebs.

Der Minister kann die Zulassung für eine Dauer von höchstens drei Monaten aufheben. Falls der Eingliederungsbetrieb die in Artikel 2 des Dekrets angeführten Bedingungen nicht erfüllt hat, wird die Zulassung nach Ablauf dieses Zeitraumes entzogen.

Art. 5 - Jeder bei der Regierung eingereichte Einspruch ist an den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, zu richten.

Innerhalb eines Monats nach der diesbezüglichen Entscheidung der Regierung ist diese dem Betrieb mitzuteilen.

KAPITEL III. — *Der Ausschuß**Abschnitt 1. — Zusammensetzung*

Art. 6 - § 1. Der Ausschuß setzt sich wie folgt zusammen:

- 1° ein Vorsitzender als Vertreter des Ministers;
- 2° drei Mitglieder und drei stellvertretende Mitglieder als Vertreter der repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen;
- 3° drei Mitglieder und drei stellvertretende Mitglieder als Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen;
- 4° ein Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied als Vertreter des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsausbildung und Arbeitsbeschaffung);
- 5° ein Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied als Vertreter der "Union des Villes, des Communes et des Provinces de la Région wallonne, section C.P.A.S." » (Vereinigung der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region, Abteilung Ö.S.H.Z.);
- 6° ein Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied als Vertreter der Verwaltung;
- 7° ein Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied als Vertreter der Dienststelle "Europäischer Sozialfonds" des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft;
- 8° ein Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied als Vertreter des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region);
- 9° ein Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied als Vertreter des Ministers der Wirtschaft, ein Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied als Vertreter des Ministers der Raumordnung, ein Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied als Vertreter des Ministers der Beschäftigung und ein Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied als Vertreter des Ministers der Sozialen Maßnahmen;
- 10° ein Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied als Vertreter des Ministers der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Soziales;
- 11° ein Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied als Vertreter der "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung behinderter Personen);
- 12° ein Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied als Vertreter der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung;
- 13° zwei Mitglieder und zwei stellvertretende Mitglieder als Vertreter der Eingliederungsbetriebe.

§ 2. Das Mandat der Mitglieder hat eine Dauer von vier Jahren. Es ist erneuerbar und wird bis zu seiner Erneuerung weitergeführt.

Es endet:

- 1° bei Rücktritt;
- 2° wenn der Mandant, der ein Mitglied vorgeschlagen hat, dessen Ersatz beantragt;
- 3° wenn ein Mitglied die Eigenschaft verliert, die sein Mandat rechtfertigt.

Wenn ein Mitglied sein Mandat vorzeitig beendet, wird er durch seinen Stellvertreter ersetzt, der das Mandat zu Ende führt. In diesem Fall wird ein neues Ersatzmitglied bezeichnet.

§ 3. Nur die unter § 1, 1° bis 3°, 5°, 9° und 13° angeführten Mitglieder verfügen über eine beschließende Stimme.

Die in § 1, 13° angeführten Mitglieder verfügen nicht über eine beschließende Stimme, wenn es sich um Gutachten über die Gewährung, die Erneuerung, die Aufhebung oder den Entzug einer Zulassung handelt.

Die Abwesenheit bei den Sitzungen des Ausschusses von Mitgliedern oder ihren Stellvertretern, die nicht über eine beschließende Stimme verfügen, hat weder auf die Arbeitsweise des Ausschusses, noch auf die Gültigkeit der Handlungen, die er tätigt, eine Auswirkung.

Art. 7 - Der Minister ernennt den Vorsitzenden des Ausschusses. Er ernennt die weiteren Mitglieder des Ausschusses auf Vorschlag ihrer Mandanten.

Art. 8 - Der Minister bezeichnet den Schriftführer des Ausschusses und seinen Stellvertreter unter den Personalmitgliedern der Verwaltung.

Abschnitt 2. — Arbeitsweise

Art. 9 - § 1. Innerhalb von zwei Monaten ab der Zustellung der Akte durch die Verwaltung übermittelt der Ausschuß dem Minister ein begründetes Gutachten über jeden Zulassungsantrag und über die Schwierigkeiten oder außerordentlich ungünstigen wirtschaftlichen Umständen, die durch den Minister bei der Entscheidung berücksichtigt werden können, um davon auszugehen, daß der betreffende Eingliederungsbetrieb seinen Bestand an Arbeitskräften beibehalten hat.

Der Ablauf dieser Frist wird vom 1. Juli bis zum 31. August eines jeden Jahres unterbrochen.

Das Gutachten des Ausschusses wird u.a. unter Zugrundelegung nachstehender Kriterien begründet:

- 1° die durch den Eingliederungsbetrieb eingesetzten Mittel zur Verwirklichung seiner Produktionstätigkeit und die Wahrnehmung seiner sozialen Zweckbestimmung;
- 2° die Kenntnisse und die Erfahrung des Betriebsführers;
- 3° die durch Artikel 2 des vorerwähnten Dekrets vom 16. Juli 1998 festgelegten spezifischen Bedingungen.

§ 2. In Ermangelung des innerhalb der in § 1 angeführten Frist erteilten Gutachtens, ist dieses nicht mehr erforderlich.

Art. 10 - Der Ausschuß verabschiedet seine allgemeine Dienstordnung, die dem Minister zur Genehmigung vorgelegt wird.

KAPITEL IV. — *Beibehaltung des Bestands an Arbeitskräften*

Art. 11 - § 1. Für die Anwendung von Artikel 11, § 4 des Dekrets entspricht der Bestand an Arbeitskräften der Anzahl Arbeitnehmer, die beim Landesamt für soziale Sicherheit eingetragen sind, wobei die Statistiken und Namenslisten des Quartals vor der Zulassung, nachstehend das Bezugsquartal genannt, herangezogen werden.

Der Bestand des Bezugsquartals umfaßt nicht die Lehrlinge und Praktikanten, die im Königlichen Erlaß Nr. 230 vom 21. Dezember 1983 über das Praktikum und die berufliche Eingliederung der Jugendlichen angeführt werden.

§ 2. Während der Dauer der Zulassung wird davon ausgegangen, daß der Bestand an Arbeitskräften beibehalten wird, wenn dieser mindestens dem des Bezugsquartals entspricht.

Ein Eingliederungsbetrieb, der einen Arbeitnehmer, der in den Ruhestand entlassen wird, der den Betrieb freiwillig verläßt, der sich aufgrund einer permanenten Arbeitsunfähigkeit nicht in der Lage ist, die ihm zukommende Arbeit wieder aufzunehmen oder der aufgrund eines schwerwiegenden Fehlers entlassen wurde, innerhalb von drei Monaten vor dem Betriebsaustritt ersetzt, gilt als Betrieb, der seinen Bestand an Arbeitskräften beibehalten hat.

§ 3. In Abweichung von § 2, Absatz 1 ist der Minister berechtigt, im Anschluß an ein begründetes Gutachten des Ausschusses einem Eingliederungsbetrieb zu erlauben, den Bestand an Arbeitskräften zeitweilig zu verringern, insofern er sich in Schwierigkeiten befindet oder mit außerordentlich ungünstigen wirtschaftlichen Umständen konfrontiert wird.

§ 4. Unbeschadet von § 2, Absatz 2 darf die Einstellung eines Arbeitnehmers, die zur Zahlung einer Prämie führt, weder zur Folge haben, daß ein anderer Arbeitnehmer entlassen wird, noch das Ergebnis einer Entlassung eines Arbeitnehmers, der eine vergleichbare Tätigkeit wahrnahm, sein, unabhängig davon, ob dieser Arbeitnehmer nicht, teilweise nicht mehr, oder nicht mehr zur Zahlung einer Prämie führt.

§ 5. Der Eingliederungsbetrieb ist verpflichtet, der Verwaltung innerhalb von drei Monaten ab dem Ende des betreffenden Quartals alle Statistiken und Namenslisten für das Bezugsquartal und die darauffolgenden Quartale zu übermitteln.

Die Verwaltung überprüft den Bestand an Arbeitskräften des Eingliederungsbetriebs.

KAPITEL V. — *Durchführungsbestimmungen für*

die Auszahlung des Zuschusses und der Prämie

Art. 12 - Der in Artikel 10 des Dekrets angeführte Jahreszuschuß und die in Artikel 11 angeführte Jahresprämie wird in Teilbeträgen pro Quartal ausgezahlt auf der Grundlage der Statistiken und Namenslisten, die der Verwaltung durch den Eingliederungsbetrieb für die betreffenden Quartale übermittelt werden.

Dem Eingliederungsbetrieb, der einen diesbezüglichen Antrag stellt, kann jedoch jedes Quartal ein Vorschuß gewährt werden.

Der Vorschuß für das erste Quartal wird berechnet auf der Grundlage der Anzahl besonders schwer vermittelbarer Arbeitssuchender, deren Beschäftigung im Laufe des betreffenden Quartals vorgesehen ist.

Die Vorschüsse für jedes der folgenden Quartale werden berechnet auf der Grundlage der Anzahl besonders schwer vermittelbarer Arbeitssuchender, deren Beschäftigung im Laufe des betreffenden Quartals vorgesehen ist und auf der Grundlage der Anzahl besonders schwer vermittelbarer Arbeitssuchender, die im Laufe des vergangenen Quartals effektiv beschäftigt wurden.

Die Beträge werden auf das Konto des Antragstellers überwiesen.

KAPITEL VI. — *Schlußbestimmungen*

Art. 13 - Das Dekret vom 16. Juli 1998 und der vorliegende Erlaß treten am Tag ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 14 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Oktober 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 2941

[C - 98/27610]

15 OKTOBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, inzonderheid op de artikelen 3, 4, 8, 9, 11 en 14;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 21 april 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 december 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 december 1996;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 23 juli 1998 over de aanvraag om verlening van advies binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 september 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd;

2° inschakelingsbedrijf : het in artikel 1 van het decreet bedoelde inschakelingsbedrijf;

3° Minister : de Minister van Tewerkstelling;

4° Bestuur : het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° Commissie : de erkenningscommissie bedoeld in artikel 3 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de toekenning, verlenging, opschorting of intrekking van de erkenning*

Art. 2. § 1. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de in artikel 5 van het decreet bedoelde erkenningsaanvraag bezorgt het Bestuur het inschakelingsbedrijf hetzij een ontvangbewijs om te bevestigen dat het aanvraagdossier volledig is, hetzij een bericht waarmee het bedrijf verzocht wordt het dossier verder aan te vullen, met inachtneming van de bepalingen van artikel 5 van het decreet.

Zodra het Bestuur heeft vastgesteld dat het dossier aangevuld is, wordt het bedrijf daarvan op de hoogte gebracht.

§ 2. Zodra het dossier volledig is, wordt het door het Bestuur naar de erkenningscommissie gestuurd.

§ 3. De vertegenwoordigers van elk bedrijf dat de erkenning aanvraagt, kunnen door de Commissie worden gehoord, ofwel op haar initiatief, ofwel op verzoek van de vertegenwoordigers.

Als de vertegenwoordigers van het bedrijf gehoord worden op initiatief van de Commissie, worden ze opgeroepen bij aangetekend schrijven. In dat schrijven worden de items vermeld waarover ze zullen worden gehoord.

Art. 3. De aanvraag om verlenging van de erkenning wordt, samen met het in artikel 5 van het decreet bedoelde dossier, ten minste acht maanden en uiterlijk vier maanden vóór het einde van de lopende erkenning bij het Bestuur ingediend.

Deze aanvraag wordt behandeld overeenkomstig artikel 2.

Art. 4. Vooraleer de erkenning van een inschakelingsbedrijf in te trekken of op te schorten, moet de Minister het advies van de Commissie inwinnen. Deze laatste geeft hem advies na de vertegenwoordiger(s) van het bedrijf te hebben gehoord.

De Minister mag de erkenning niet langer dan drie maanden opschorten. Als het inschakelingsbedrijf niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 2 van het decreet, wordt de erkenning na afloop van die termijn ingetrokken.

Art. 5. Elk beroep dat bij de Regering wordt ingesteld, moet gericht worden aan de Minister van Tewerkstelling.

De beslissing van de Regering moet meegedeeld worden aan het betrokken bedrijf binnen de maand na die waarin ze getroffen werd.

HOOFDSTUK III. — *Commissie**Afdeling I. — Samenstelling*

Art. 6. § 1. De Commissie bestaat uit :

- 1° een voorzitter, die de Minister vertegenwoordigt;
- 2° drie gewone en drie plaatsvervangende leden, die de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigen;
- 3° drie gewone en drie plaatsvervangende leden, die de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigen;
- 4° een gewoon en een plaatsvervangend lid, die de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi - FOREm" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) vertegenwoordigen;
- 5° een gewoon en een plaatsvervangend lid, die de Unie van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest, afdeling O.C.M.W., vertegenwoordigen;
- 6° een gewoon en een plaatsvervangend lid, die het Bestuur vertegenwoordigen;
- 7° een gewoon en een plaatsvervangend lid, die de cel "Europees Sociaal Fonds" van het Ministerie van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen;
- 8° een gewoon en een plaatsvervangend lid, die de "Conseil économique et social de la Région wallonne" vertegenwoordigen;
- 9° een gewoon en een plaatsvervangend lid, die de Minister van Economie vertegenwoordigen, een gewoon en een plaatsvervangend lid, die de Minister van Ruimtelijke Ordening vertegenwoordigen, een gewoon en een plaatsvervangend lid, die de Minister van Tewerkstelling vertegenwoordigen, en een gewoon en een plaatsvervangend lid, die de Minister van Sociale Actie vertegenwoordigen;
- 10° een gewoon en een plaatsvervangend lid, die de Minister van Sociale Actie van de Duitstalige Gemeenschap vertegenwoordigen;
- 11° een gewoon en een plaatsvervangend lid, die het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) vertegenwoordigen;
- 12° een gewoon en een plaatsvervangend lid, die de "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" vertegenwoordigen;
- 13° twee gewone en twee plaatsvervangende leden, die de inschakelingsbedrijven vertegenwoordigen.

§ 2. Het mandaat van de leden loopt vier jaar. Het is verlengbaar en blijft lopen tot de verlenging ervan.

Het eindigt :

- 1° bij ontslag;
- 2° wanneer de lastgever die een lid voorgedragen heeft, om diens vervanging vraagt;
- 3° wanneer een lid de hoedanigheid verliest die zijn mandaat wettigde.

Een lid dat zijn mandaat voortijdig neerlegt, wordt vervangen door zijn plaatsvervanger, die het mandaat voleindigt. In dit geval wordt een nieuwe plaatsvervanger aangewezen.

§ 3. Enkel de leden bedoeld in § 1, 1° à 3°, 5°, 9° en 13°, zijn stemgerechtigd.

De leden bedoeld in § 1, 13°, zijn niet stemgerechtigd wat betreft de adviezen over de toekenning, verlenging, opschorting of intrekking van de erkenning.

De afwezigheid van de leden en van hun niet-stemgerechtigde plaatsvervangers op de vergaderingen van de Commissie mag geen gevolg hebben voor haar werking of voor de geldigheid van de daden die zij stelt.

Art. 7. De voorzitter van de Commissie wordt door de Minister benoemd. De andere leden van de Commissie worden op de voordracht van hun lastgevers door de Minister benoemd.

Art. 8. De secretaris van de Commissie en diens plaatsvervanger worden door de Minister uit het personeel van het Bestuur gekozen.

Afdeling 2. — Werking

Art. 9. § 1. Binnen een termijn van twee maanden vanaf de verzenddatum van het dossier door het Bestuur geeft de Commissie de Minister een met redenen omkleed advies over elke aanvraag om erkenning, alsook over de vraag of de economische moeilijkheden of omstandigheden dermate ongunstig zijn dat ze in aanmerking zouden kunnen komen om hem ervan te laten uitgaan dat het betrokken inschakelingsbedrijf zijn personeelsbestand heeft gehandhaafd.

Die termijn wordt jaarlijks opgeschort tussen 1 juli en 31 augustus.

Het advies van de Commissie wordt o.a. gemotiveerd op grond van de volgende criteria :

- 1° de middelen die het inschakelingsbedrijf aanwendt om zijn productieactiviteiten en zijn maatschappelijk doel te verwezenlijken;
- 2° de kennis en de ervaring van de bedrijfsleider;
- 3° de specifieke voorwaarden bepaald bij artikel 2 van het decreet van 16 juli 1998.

§ 2. Het advies wordt niet meer vereist als het niet uitgebracht wordt binnen de in § 1 bedoelde termijn.

Art. 10. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Minister voor.

HOOFDSTUK IV. — *Handhaving van het personeelsbestand*

Art. 11. § 1. Krachtens artikel 11, § 4, van het decreet moet het personeelsbestand overeenstemmen met het aantal werknemers dat bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid wordt opgegeven. Dat aantal wordt opgemaakt uit de statistiekbestanden en de naamlijsten betreffende het kwartaal voorafgaand aan de erkenning, hierna referentiekwartaal genoemd.

De leerlingen of stagiairs bedoeld in het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces zijn niet opgenomen in het tijdens het referentiekwartaal opgemaakte personeelsbestand.

§ 2. Tijdens de duur van de erkenning wordt het personeelsbestand als gehandhaafd beschouwd indien het ten minste gelijk is aan het tijdens het referentiekwartaal opgemaakte personeelsbestand.

Er wordt evenwel van uitgegaan dat het inschakelingsbedrijf zijn personeelsbestand heeft gehandhaafd indien het binnen een termijn van drie maanden voorziet in de vervanging van elke werknemer die in rust wordt gesteld, vrijwillig vertrekt, wegens een permanente arbeidsongeschiktheid het overeengekomen werk niet meer kan hervatten, of om gewichtige redenen ontslagen wordt.

§ 3. In afwijking van § 2, eerste lid, kan de Minister, op met redenen omkleed advies van de Commissie, een inschakelingsbedrijf toelaten zijn personeelsbestand tijdelijk te verminderen wanneer het in moeilijkheden verkeert of wanneer de economische conjunctuur bijzonder ongunstig is.

§ 4. Onverminderd § 2, tweede lid, mag de aanwerving van een werknemer voor wie een premie wordt toegekend, niet leiden tot het ontslag van een werknemer die een gelijkaardige betrekking bekleedt, noch voortvloeien uit diens ontslag, ongeacht of de premie niet, niet meer of slechts gedeeltelijk wordt toegekend voor laatstgenoemde werknemer.

§ 5. Het inschakelingsbedrijf moet de statistiekbestanden en de naamlijsten betreffende het referentiekwartaal en de volgende kwartalen binnen drie maanden na afloop van het desbetreffende kwartaal aan het Bestuur overmaken.

Het personeelsbestand van het inschakelingsbedrijf wordt door het Bestuur gecontroleerd.

HOOFDSTUK V. — *Wijze van uitkering van de subsidie en de premie*

Art. 12. De jaarlijkse subsidie en de jaarlijkse premie, respectievelijk bedoeld in de artikelen 10 en 11 van het decreet, worden per driemaandelijke schijven uitbetaald op grond van de door het inschakelingsbedrijf aan het Bestuur meegedeelde statistiekbestanden en naamlijsten voor de desbetreffende kwartalen.

Het inschakelingsbedrijf dat daarom vraagt, kan evenwel voor elk kwartaal een voorschot krijgen.

Het voorschot voor het eerste kwartaal wordt berekend op grond van het aantal bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekenden van wie de tewerkstelling in de loop van dit kwartaal gepland is.

De voorschotten voor de volgende kwartalen worden berekend op grond van het aantal bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekenden van wie de tewerkstelling gepland is in de loop van het desbetreffende kwartaal en op grond van het aantal bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekenden die werkelijk tewerkgesteld waren in de loop van het voorafgaande kwartaal.

De sommen worden op de rekening van het bedrijf gestort.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Het decreet van 16 juli 1998 en dit besluit treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 14. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE